

**Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté
française du 20 mai 2015 portant désignation des membres
de la Chambre de recours des enseignements officiels
subventionnés de promotion sociale et de promotion
socioculturelle**

A.Gt 25-07-2018

M.B. 31-08-2018

LE GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, notamment l'article 76 modifié par le décret du 10 avril 1995, complété par le décret du 8 février 1999 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juin 2002 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les Chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 8 février 1999 et par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 novembre 1998, 8 novembre 2001 et 13 septembre 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 69 complété par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 décembre 1998, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 18 décembre 2001, 21 janvier 2004, 14 mai 2009, 14 octobre 2010 et 6 février 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 janvier 2016, 1^{er} septembre 2016, 8 septembre 2017 et 25 novembre 2017;

Considérant qu'il convient de procéder au remplacement des membres démissionnaires,

Arrête :

Article 1^{er}. - Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2015 portant désignation des membres de la Chambre de recours des enseignements officiels subventionnés de promotion sociale et de promotion socio-culturelle, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 janvier 2016, 1^{er} septembre 2016, 8 septembre 2017 et 25 novembre 2017, sont apportées les modifications suivantes :

- Le premier tiret est remplacé par la disposition suivante :

« -en tant que membres effectifs et suppléants, représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement officiel subventionné :

EFFECTIFS	PREMIERS SUPPLEANTS	DEUXIEMES SUPPLEANTS
M. Georges CHAVAGNE;	Mme Monique DERISON;	M. Mélanie HUART ;
M. Marcel RENQUIN	M. Michel GOSSIAUX	X
Mme Stéphanie BORGUET	Mme Brigitte D'AUBREBY	Mme Claudine CORNET
M. Philippe MALFAIT	Mme Cécile TSTERTEVENS	M. Philippe DURANT
M. Carlo GIANNONE	Mme Ingrid BAUWIN	M. Frédéric DEBECQ

- Au deuxième tiret, les mots « Mme Yasmine HADDIOUI » sont remplacés par les mots « Mme Laurence LEGRAND ».

Article 2. - Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les Chambres de recours déjà convoquées à cette date, conservent la composition qui était la leur au moment de la convocation.

Bruxelles, le 25 juillet 2018.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Directrice générale,

L. SALOMONOWICZ